

Logement / Un vice de procédure gèle le projet

Les Dames Blanches six mois sous terre

RETOUR à la case presque départ pour le projet régional. Le choix du bureau d'urbanisme a été invalidé.

Françoise Dupuis se serait bien passée de ce « contre-temps ». Alors que la ministre régionale du Logement voit son objectif de 5.000 nouvelles unités s'éloigner chaque jour davantage, l'un des principaux ouvrages de son dessein politique connaît un coup de frein qui ne doit, cette fois, rien à l'opposition des riverains.

Lundi, la ministre socialiste annonçait l'annulation de la réunion d'information, prévue le 10 mars, sur le projet de construc-

tion de plusieurs centaines de logements moyen et social (NDLR : elle en espérait 1.000), sur le terrain des Dames Blanches, à Woluwe-Saint-Pierre. La raison ? Le Conseil d'administration de la Société de logement de la Région bruxelloise (SLRB), propriétaire des quelque 10 hectares, n'avait pas encore arrêté sa décision sur le choix du bureau d'urbanisme. La réalité semble plus complexe. Un vice de procédure, soulevé par un administrateur de la SLRB, Damien De Key-

ser, par ailleurs échevin (CDH) du logement à Woluwe-Saint-Pierre, serait à l'origine de cette décision. « *Un des six membres du comité d'experts désignés pour sélectionner les bureaux d'études a été remplacé en cours de procédure*, confirme Damien De Keyser. *Un éventuel recours contre une décision avait toutes les chances d'aboutir.* »

Six personnes constituent ledit comité. Deux ont été désignées par le cabinet Dupuis ; deux autres font partie du personnel de la SLRB ; les deux dernières, un néerlandophone et un francophone, sont des experts « indépendants ». C'est l'expert néerlandophone qui a changé. Jusqu'où risque-t-on de voir remonter dans la procédure ? Selon Damien De Keyser, probablement pas jusqu'à l'appel d'offres (européen)

lancé en juin dernier mais bien jusqu'en octobre, quand le comité a fait une présélection de trois bureaux d'études : les Anversois de HUB, les Bruxellois d'Atelier 50 et une association entre les Milanais de Secchi-Vigano et City-Tools. La procédure pourrait reprendre à ce stade mais accoucher d'un autre résultat. C'est du moins le souhait de plusieurs intervenants du dossier qui regrettent que le bureau italien, associé à celui du socialiste Henri Simons, ait recueilli les suffrages. Damien De Keyser, lui, s'étonne qu'une épure ne respectant pas les gabarits et la densité du quartier, et comportant des erreurs dans son volet économique, ait pu être retenue. Il dit vouloir continuer à s'opposer à « *un projet postmoderniste avec des tours de 14 étages* ». ■ **FABRICE VOOGT**